

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Gouvernement et catholiques

LE chaos annoncé n'a pas eu lieu. Les croyants ont pu prier aux abords de leurs églises et les forces de l'ordre n'ont pas permis l'ouverture des lieux de culte. Des heurts, sans gravité, ont toutefois été signalés à Oyem.

Serge A. MOUSSADJI
& E. EBANG MVE
Libreville-Oyem/Gabon

FORCES de l'ordre empêchant les chrétiens catholiques d'accéder à leurs églises, paroissiens obligés de prier depuis les trottoirs, telles sont les scènes qui ont eu lieu à Libreville et plusieurs villes du pays. Dans l'ensemble, chaque camp a campé hier sur ses positions. Les chrétiens catholiques se sont rendus en masse dans les différentes églises et le gouvernement leur a interdit l'accès en postant des forces de l'ordre devant ces lieux de culte.

Pour rappel, tout est parti d'une incompréhension, ont signifié des responsables religieux, entre les autorités catholiques et gouvernementales. L'archevêque de Libreville, Mgr Jean Patrick Iba-Bâ avait annoncé, le 13 octobre passé, que les portes de la cathédrale Notre Dame de l'Assomption (Sainte Marie), Notre Dame de la Nomba ou encore Notre Dame du Rosaire de Mekambo seraient ouvertes le 25 octobre (une date qui correspond à la fête de la dédicace des églises consacrées, NDLR).

Peu de temps après, le 16 octobre, les pouvoirs publics ont décidé d'alléger légèrement les restrictions en cours jusque-là. Ainsi, ils ont annoncé que les lieux de culte pouvaient être ouverts à partir du 30 octobre seulement avec juste 30 fidèles et une heure de rassemblement public par semaine, la présentation de tests Covid-19 avant d'y pénétrer, etc. Une ouverture jugée de toute évidence insatisfaisante. Aussi, à Libreville, comme dans plusieurs villes du pays, les autorités catholiques ont-elles maintenu la date du 25 octobre pour renouer avec

le culte.

DIMANCHE RELATIVEMENT CALME. En dépit de la tension suscitée par les deux positions, ce dimanche a été relativement calme. Les policiers ont interdit l'entrée des églises et les chrétiens sont restés à bonne distance, se contentant de prier à quelques mètres de là. En effet, les responsables catholiques avaient passé les derniers jours à expliquer qu'ils n'avaient aucune intention d'engager un bras de fer avec le gouvernement, et qu'ils avaient juste l'intention de respecter et célébrer une date importante pour l'Eglise.

Si dans l'ensemble, policiers et croyants sont restés dans un face-à-face pacifique, à Oyem la tension est montée d'un cran. Notamment devant la cathédrale Saint Charles Lwanga de la ville. Les forces de police déployées devant chaque

entrée des églises catholiques d'Oyem ont empêché les fidèles, les prêtres et leur évêque, Mgr Jean-Vincent Ondo Eyéne, de franchir le parvis de leur lieu de prière. Les nombreux chrétiens et leurs chefs religieux qui ont tenté de braver l'interdiction décidée par le gouvernement pour des raisons de crise sanitaire due à la pandémie de coronavirus, ont été stoppés net dans leur procession, par les policiers. A la suite de plusieurs sommations infructueuses, les

forces de l'ordre ont tenté de disperser les chrétiens et les responsables religieux, en usant de bombes lacrymogènes. En vain ! Les chrétiens déterminés, sont restés arc-boutés aux côtés de leur évêque, qui tenait absolument à entrer dans l'église, en vue de reprendre des activités ecclésiales restées sept mois interrompues à cause du Covid-19. Des heurts qui, heureusement, n'ont pas fait de blessés dans les deux camps. C'est vers 11 heures que les forces de sécurité ont quitté les lieux. L'évêque d'Oyem pouvait alors ouvrir les portes de la cathédrale Saint Charles Lwanga, sous les sons du tam-tam, de la cloche et des chants des chrétiens présents. Lesquels se sont juste contentés de quelques prières d'adoration et d'intersession, avant de regagner leurs domiciles. Depuis plusieurs jours, l'opinion avait un peu craint que les positions des uns et des autres ne débouchent sur une sorte d'apocalypse. Finalement, ce dimanche a été assez calme dans l'ensemble du pays.



Photo: H.N.M

Les fidèles ayant répondu à l'appel de l'archevêque métropolitain, Mgr

QUELQUES ÉGLISES AYANT PROCÉDÉ À L'OUVERTURE DE LEURS PORTES CE 25 OCTOBRE 2020

LIBREVILLE

Cathédrale Sainte Marie
Paroisse Marie Auxiliatrice de Mikolongo
Notre Dame de la Nomba

OYEM

Cathédrale Saint Charles Lwanga

MEKAMBO

Notre Dame du Rosaire de Mekambo

...liste non exhaustive



© Maixant NOUSSVOU

ont campé sur leurs positions



Mr Jean Patrick Iba-Ba n'auront pas pu accéder à leur temple.

La force publique relève l'attitude citoyenne de la majorité des compatriotes

"Dans le cadre de leurs missions régaliennes, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont été chargées de faire respecter ce jour, la mesure d'ouverture des lieux de cultes fixée par le Gouvernement à la date 30 octobre 2020.

En dépit de l'incivisme de certains responsables religieux matérialisé par des tentatives d'ouverture de leurs lieux de cultes avant la date requise, les Forces de Défense et de Sécurité investies de la mission de maintien de l'ordre public, sont parvenues au moyen du principe de la gestion démocratique des foules, à contenir toutes ces velléités par une présence remarquable sur les sites.

Au terme de cette opération, les Forces de Défense et de Sécurité se félicitent de ce que la très grande majorité des confessions religieuses ont respecté les mesures gouvernementales.

Elles tiennent également à signaler que face à la volonté manifeste de certains responsables religieux, animés par la volonté de braver l'autorité de l'Etat, les Forces commises au maintien de l'ordre ont su faire preuve de pédagogie dans le maintien de l'ordre public ; tout en indiquant que quelques individus réfractaires au respect des mesures gouvernementales ont été conduits au poste pour audition puis relâchés.

Alors que le respect des mesures gouvernementales a été observé sur l'ensemble du territoire, l'on a cependant enregistré, à l'église Saint Charles LWANGA d'Oyem, un attroupement, le non-respect des mesures barrières et le refus de se disperser après les sommations réglementaires ; toutes choses qui ont conduit à l'usage d'une réponse adaptée par le jet de deux (02) grenades assourdissantes. Il convient de souligner qu'aucun blessé n'a été enregistré de part et d'autre, de même qu'aucune arrestation n'a été effectuée.

Enfin, les Forces de Défense et de Sécurité relèvent l'attitude citoyenne et responsable de la grande majorité des compatriotes qui ont respecté les mesures édictées par le gouvernement."

L'EEG ouvrira ses temples le 30 octobre

CM
Libreville/Gabon

LA réouverture annoncée des lieux de culte n'a pas fini de cristalliser l'actualité nationale. Samedi dernier, c'est le président de l'Église évangélique du Gabon (EEG), Révérend Augustin Bouengoune, qui s'est exprimé sur la question. "Oui, l'église évangélique du Gabon est pour une réouverture le 30 octobre", a-t-il annoncé, conformément aux instructions gouvernementales.

L'homme de Dieu ne veut pour autant pas "juger" les partisans d'une ouverture plus précoce des lieux de prière, à l'instar des

catholiques qui tablaient sur le 25 octobre. Position qui a d'ail-

« Cette crise n'a pas sa raison d'être. Au niveau de l'EEG, nous n'appelons d'ailleurs pas ça une crise, mais une incompréhension, à même d'être dissipée par le dialogue »

leurs entraîné des crispations entre lesdits religieux et les pouvoirs publics.

Mais là encore, Augustin Bouengoune s'abstient de parler d'une crise entre l'Église et le gouvernement. Pour lui, il s'agirait simplement d'une "incompréhension"

qu'un dialogue suffirait à aplanir. "Cette crise n'a pas sa raison d'être. Au niveau de l'EEG, nous n'appelons d'ailleurs pas ça une crise, mais une incompréhension, à même d'être dissipée par le dialogue", a estimé le pasteur président.

Le maintien du dialogue, c'est aussi dans cette voie que le leader religieux souhaite inscrire L'EEG. Car s'ils entendent se conformer à la date fixée par le ministre de l'Intérieur, c'est avec l'espoir de voir lever certaines restrictions sur le déroulement du culte.

"Beaucoup d'éléments culturels ont été touchés par les restrictions émises par le gouvernement. Il y a par exemple la res-

triction sur la durée du culte, et quelques autres éléments qui composent le culte (paiement des quêtes et dîmes par voie électronique, absence d'eucharistie, 30 participants au plus, etc., NDLR). Or, sans ces éléments, le culte perd tout son sens. Nous restons ouverts à la discussion avec notre ministre de tutelle et le gouvernement. Nous ouvrons les temples, mais nous continuons à discuter pour que les mesures restrictives soient élargies", a confié le chef de l'EEG.

Le leader religieux a confirmé que ses temples étaient prêts à accueillir les chrétiens, au regard des dispositions sanitaires prises contre la pandémie de Covid19.



Photo: DR